

Grande consultation des entrepreneurs

BILAN 2020



CCI FRANCE

Janvier 2021

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Plus de 600 dirigeants d'entreprise ont été interrogés à 8 reprises en 2020, par téléphone : janvier, février, mai, juin, juillet, septembre, octobre, décembre.

Pour chaque échantillon, la représentativité a été assurée par un redressement selon le secteur d'activité et la taille, après stratification par région d'implantation.

OpinionWay rappelle par ailleurs que les résultats de ces sondages doivent être lus en tenant compte des marges d'incertitude : 2 à 4 points au plus pour un échantillon de 600 répondants.

OpinionWay a réalisé ces enquêtes en appliquant les procédures et règles de la norme ISO 20252.

ÉDITO

CCI France s'est doté début 2015 d'un dispositif visant à se faire le relais du regard que les chefs d'entreprise portent sur leur environnement, de leurs motifs d'espoir et de leurs attentes. Traditionnellement, 11 fois par an, 600 entrepreneurs et dirigeants français partagent leurs points de vue et nous font part de leurs ressentis d'aujourd'hui et de leurs perspectives pour demain. En 2020, en raison de la crise sanitaire, cette consultation a eu lieu à 8 reprises seulement, mais suffisamment pour retracer l'expérience de ces chefs d'entreprise lors de cette année si particulière et comprendre comment ils ont vécu - et vivent encore - la crise, ainsi que le regard qu'ils portent sur l'avenir de leur activité.

Fin 2019, l'économie française se portait plutôt bien, avec une croissance qui en faisait l'un des pays, sinon le pays moteur de la zone euro, un niveau d'embauche en nette progression, une attractivité pour les investisseurs internationaux sur les projets industriels et de R&D... Les niveaux d'enthousiasme et d'optimisme des dirigeants atteignaient alors des niveaux record. L'effet « boost » de la présidence d'Emmanuel Macron observé dès 2017 semblait s'être installé dans la durée.

Les deux confinements successifs mis en place pour faire face à la pandémie de Covid-19 ont porté un coup d'arrêt spectaculaire à cette dynamique. Durement touchée par la crise sanitaire, comme ses voisins européens, comme ses alliés asiatiques et américains, la France a dû mettre à l'arrêt l'économie pour sauver des vies et préserver les soignants et notre système hospitalier. Ces mesures de protection nécessaires ont durablement affecté les entreprises que nous avons interrogées dans notre Grande consultation, que leur activité ait été, ou pas, interrompue pendant cette période. Mais, comme en témoigne, à partir de mai, le rebond de l'activité, l'économie et les entreprises françaises ont su se montrer résilientes et faire face aux difficultés. Néanmoins, la politique de *stop and go* et le nouveau confinement à l'automne pour faire face à une deuxième vague épidémique ont sapé les espoirs de reprise des dirigeants interrogés, notamment dans les secteurs du commerce (où l'on retrouve les cafés, hôtels et restaurants). Ce confinement, même « allégé », a porté le coup de grâce à des entreprises déjà durablement touchées au printemps et qui espéraient remonter la pente au second semestre.

Fin 2020, un optimisme prudent caractérise l'état d'esprit des chefs d'entreprise : l'économie française n'a-t-elle pas donné la preuve qu'elle pouvait rebondir ? Avec la campagne de vaccination qui démarre, c'est aussi la perspective du retour des jours heureux qui se profile. Mais l'année 2021 reste remplie d'incertitudes. Quel rythme pour la campagne de vaccination et quel impact sur la reprise ? Comment et jusqu'à quand vont résister les entreprises qui ont puisé dans leurs réserves pour faire face à la crise en 2020 ? Doit-on s'attendre à une accélération des défaillances d'entreprises au moment de la réduction progressive du soutien de l'État ? Comment vont évoluer dans ce contexte le marché du travail et le niveau de la consommation des Français ? Le plan de relance est-il totalement adapté pour aider à court terme les entreprises les plus durablement touchées par la crise ? Peut-il fonctionner si la crise se poursuit sur une partie au moins de l'année 2021 ?

Pour beaucoup, 2021 annonce bien des raisons d'espérer... mais aussi des difficultés à ne pas négliger.

Le point de vue des dirigeants interrogés dans La Grande Consultation sur la situation économique en 2019 était certes nuancé, mais néanmoins positif et encourageant.

- Le **moral des entreprises** était **globalement bon** ;
- La **dynamique des embauches** se confirmait ;
- La **réforme de l'assurance chômage** puis celle des **retraites** répondaient à des attentes longtemps exprimées par les chefs d'entreprise.

2020 s'annonçait ainsi sous de bons auspices avec, comme principale crainte, celle de voir la contestation sociale contre la réforme du système des retraites s'amplifier, et le calendrier électoral repousser des projets attendus.

Fin 2020, comme ces enjeux paraissent presque dérisoires ! **La crise liée à l'épidémie de Covid-19 a tout balayé sur son passage, et en premier lieu la confiance des dirigeants dans leur propre entreprise**, confiance qui s'était globalement consolidée depuis le début du quinquennat d'Emmanuel Macron à des niveaux jamais atteints en 5 ans d'enquêtes, et qui retrouvent en 2020 leurs scores les plus bas enregistrés fin 2015 / début 2016.

- De fait, la pandémie de Covid-19 est responsable d'un recul du PIB français de 9,5% en volume et de 8% en valeur, selon les projections de l'OFCE. Elle a déclenché une perte de revenu de 191 milliards d'euros sur l'ensemble de l'année, une perte jamais observée depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale¹.
- Alors que l'année 2019 s'était conclue sur des chiffres encourageants en matière d'emploi, avec un taux de chômage à son plus bas niveau depuis fin 2008², l'année 2020 a détruit près de 300 000 emplois³.

Dans ce contexte, **il n'est pas surprenant que la Grande Consultation des Entrepreneurs ait enregistré cette année des taux de défiance et de pessimisme record.**

- Malgré un **regain d'optimisme observé entre juin et septembre**, la dynamique ne se confirme pas avec la reprise de l'épidémie à l'automne.
- **Les grands indicateurs de l'enquête retombent par conséquent en fin d'année** à des niveaux jamais observés avant 2020.
- Mais, dans le sillage de la campagne de vaccination qui démarre et va se poursuivre progressivement pendant le premier semestre de 2021, **des raisons d'espérer un redémarrage de l'économie** existent.

1 « Evaluation au 11 décembre 2020 de l'impact économique de la pandémie de Covid-19 en France et perspectives pour 2021 », *OFCE Policy brief*, n°81, 11 décembre 2020.

2 *Insee Informations Rapides*, n° 2020-36, 13 février 2020.

3 Béatrice Madeline, 9 décembre 2020, « L'emploi rebondit au 3^{ème} trimestre, mais l'année s'annonce sombre », *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/12/09/l-emploi-rebondit-au-3e-trimestre-mais-l-annee-s-annonce-sombre_6062748_3234.html.

Avant le premier confinement, un optimisme en demi-teinte en raison des premiers signes d'impact de la crise sanitaire sur l'économie mondiale

Après une fin d'année 2019 marquée par la mobilisation contre le projet de réforme des retraites - qui avait attisé l'inquiétude des dirigeants en raison de son incidence sur leur activité (31% ont vu leur activité touchée par le mouvement de grève), **le mois de janvier était marqué par une relative embellie.**

- L'indicateur de **l'optimisme** remontait ;
- De même que **la confiance des dirigeants dans leur entreprise, qui atteignait alors presque son meilleur score, 81%**⁴;
- Et **les perspectives d'embauche se maintenaient à un niveau élevé** (9% des dirigeants déclaraient qu'ils avaient l'intention d'augmenter le nombre de salariés de leur entreprise dans les douze mois suivants).

Pendant déjà, le niveau de confiance était moindre concernant les perspectives pour l'économie mondiale, et il chute dès février de 11 points par rapport à janvier, pour s'établir à l'un de ses niveaux les plus bas depuis avril 2017 (27%). **Les conséquences de ce qui n'est alors considéré « que » comme une épidémie⁵ commencent à se faire sentir au niveau global mais cela n'atteint pas encore la confiance dans l'économie française** (42% en février, stable par rapport à janvier) ni celle dans son entreprise (78%, -3 pts).

- **Les dirigeants** n'étaient, à la mi-février, **que 3% à percevoir des conséquences « importantes » de l'épidémie de coronavirus** sur leur secteur d'activité, 7% des conséquences « *peu importantes* » ... et 90% aucune !
- Le secteur du commerce s'inquiétait davantage (18% percevant un impact, même peu important), de même que les entreprises de 10 salariés et plus (21%), mais cela ne semblait constituer qu'un problème périphérique.
- L'épidémie avait un impact avant tout sur l'économie mondiale (82% l'estimaient alors touchée, dont 50% de *manière importante*), plutôt que française (58%, dont 18%).

Ce tableau en demi-teintes ne présageait absolument pas le tsunami qui s'est ensuite produit au deuxième trimestre. **Tout au plus ressentait-on alors une certaine fébrilité :**

- **Les perspectives d'embauche se rétractaient à nouveau** (6%, -3 pts par rapport à janvier), et le sentiment dominant sur le moment était que « c'était mieux hier » (40%, +5 pts).
- **Les élections municipales** se profilaient, mais ne semblaient **pas au cœur des préoccupations des dirigeants**, qui n'étaient que 60% parmi ceux inscrits sur les listes électorales à se déclarer absolument certains d'aller voter, un taux faible pour une catégorie de la population d'ordinaire plus mobilisée que la moyenne⁶.

4 Quatrième meilleure mesure sur cet indicateur après avril 2018 (83%), octobre 2018 (82%) et mars 2019 (82%).

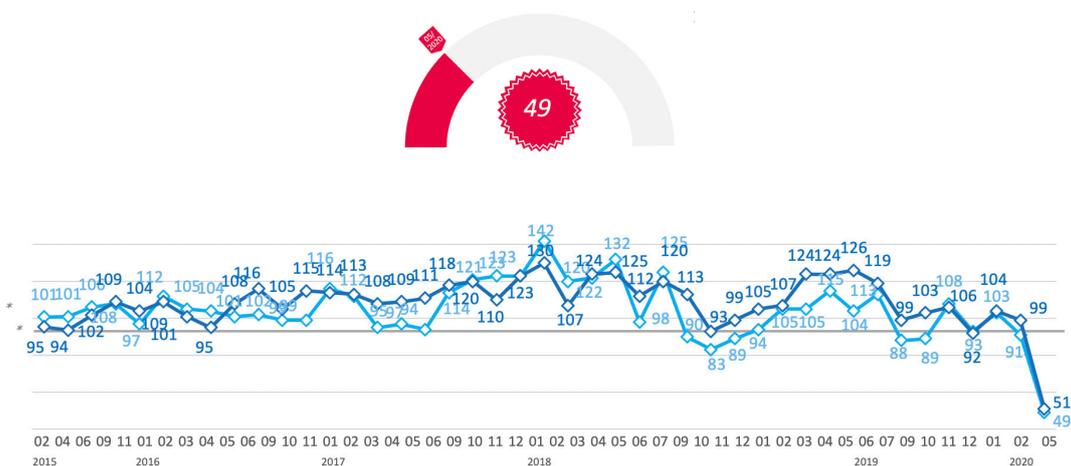
5 Ce n'est que le 11 mars 2020 que l'OMS déclare que l'épidémie due au coronavirus doit être considérée comme une pandémie.

6 Le taux de participation des artisans, commerçants et chefs d'entreprise frôlait plutôt les 70% au second tour des élections municipales de 2014, voir <https://www.opinion-way.com/fr/sondage-d-opinion/sondages-publies/politique/archives/municipales-2014/sociologie-du-vote-avec-abstentionnistes-elections-municipales-opinionway-pour-le-figaro-mars-2014.html>.

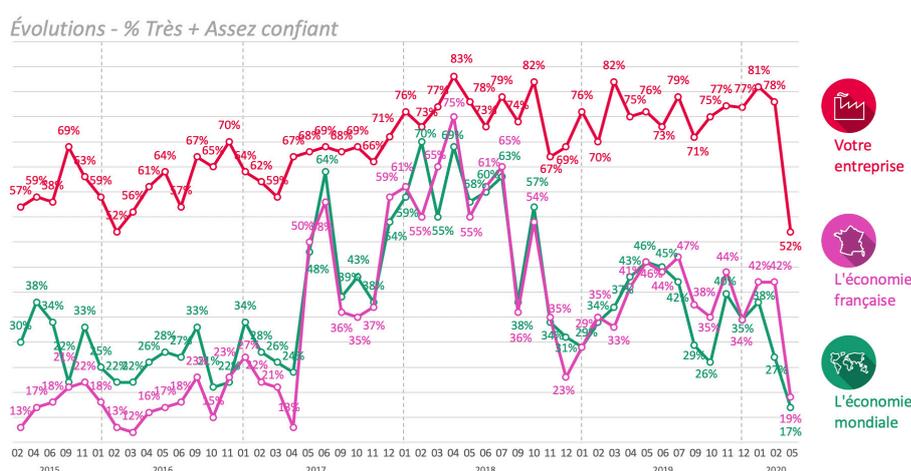
Après le premier confinement, un état des lieux catastrophique, suivi d'un regain d'optimisme prudent pendant la période estivale

À la sortie du premier confinement, les économies française et mondiale sont durement touchées par la crise.

- **Plus de la moitié (54%)** des dirigeants interrogés mi-mai indiquent que, pendant la période de confinement, **l'activité de leur entreprise a été mise à l'arrêt** - et elle l'était toujours, au moins en partie, pour 30%.
- **Près de 9 dirigeants sur 10 (86%)** faisaient alors part d'**au moins une difficulté ayant un impact sur leur activité, voire la santé de l'entreprise** : 61% ressentaient des difficultés d'ordre financier (trésorerie, retards dans les encaissements dus...), 48% des problèmes liés à la sécurité (surtout un manque d'équipements de protection sanitaire individuelle), 42% à la logistique (notamment des problèmes d'approvisionnement)...
- Dans ce contexte, **l'indicateur de l'optimisme plonge de 43 points, à son plus bas niveau historique, 49⁷**. Et il se dégrade aussi bien dans les petites que dans les plus grandes structures :



- Mais la majorité regrette le monde d'avant (59%, +19 pts, estimant que « c'était mieux hier »).
- Une courte majorité (52%) se dit confiante pour l'avenir de son entreprise à horizon de 12 mois, un niveau historiquement bas qui n'avait été atteint qu'une seule fois, en février 2015.
- La confiance dans l'économie mondiale chute de 10 points, à un niveau jamais atteint (17%), et celle dans l'économie française perd 23 points (19%).



Niveaux de confiance (% « Très » + « Assez » confiant) concernant les perspectives des 12 prochains mois pour son entreprise, l'économie française et l'économie mondiale :

A partir de juin s'amorce une lente remontée dans un contexte de reprise économique assez nette, puisqu'au troisième trimestre, le produit intérieur brut (PIB) en volume rebondit (+18,7%)⁸.

- De 49 en mai, **l'indicateur de l'optimisme remonte**, d'abord de manière nette en juin avec une hausse de 24 points, puis progressivement : +5 pts en juillet et +6 pts en septembre pour s'établir alors à 84. **Cela reste néanmoins un niveau bas**, enregistré pour la dernière fois au plus fort de la crise des Gilets Jaunes en décembre 2018.
- Il en va de même pour **le niveau de confiance**, qui **remonte pour atteindre en septembre un étiage qui reste faible**, similaire également à celui enregistré au cœur de la période de contestation des Gilets Jaunes (39%, soit une progression de 11 points par rapport à mai, mais toujours en baisse cependant de 11 points par rapport à février).

La période de mai à septembre se présente comme le chemin vers le « bout du tunnel » pour les dirigeants interrogés :

- A l'orée de l'automne, ils sont plus d'un tiers à considérer que « c'est très bien en ce moment » (34%, +25 pts par rapport à mai), plus d'un quart que « ce sera mieux demain » (29%, -3 pts en 4 mois). Le sentiment que « c'était mieux hier » régresse nettement (37%, -22 pts depuis la sortie du confinement), signe que l'horizon semble se dégager pour les chefs d'entreprise.

⁸ Insee Informations Rapides, n° 2020-303, 27 novembre 2020.

- On sent néanmoins toujours une certaine inquiétude : si une majorité d'entre eux se disent confiants pour leur entreprise (61%, soit une progression de 9 points par rapport à mai), on est loin de retrouver le niveau d'avant la crise, qui était à cette époque élevé (81%).

Cette fébrilité peut expliquer que beaucoup de dirigeants d'entreprise se soient focalisés sur l'essentiel, parfois au détriment de sujets qui auraient sans doute nécessité de mettre en place des actions.

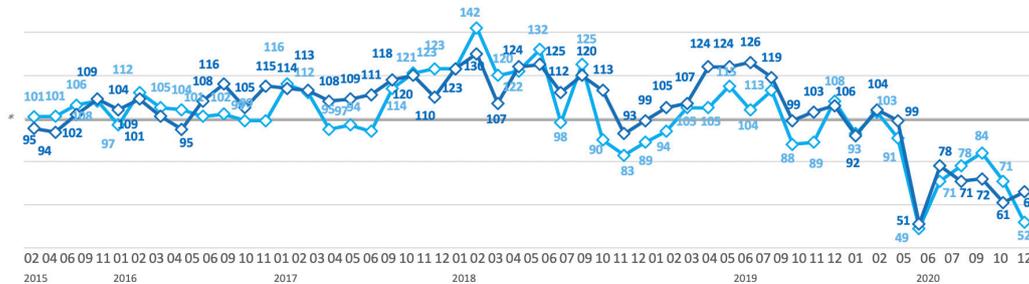
- **Ainsi, alors que les risques de cybersécurité** constituent pour eux une crainte croissante dans une période où l'activité s'est beaucoup digitalisée (à titre d'exemple, 41% des dirigeants interrogés ont peur qu'un virus infecte leurs ordinateurs, soit 10 points de plus qu'en septembre 2019)⁹, **ils sont plus des trois quarts (77%) à n'avoir déployé aucune action en la matière** au sein de leur entreprise dans les 12 derniers mois : une progression de 10 points par rapport à septembre 2019.
- Bien que le digital ait pris une place grandissante dans le fonctionnement des entreprises, **la quasi-totalité des dirigeants interrogés (91%) considéraient ainsi en juillet dernier que le déploiement prochain de la 5G en France n'aurait pas ou que très peu d'impact** sur la vie de leur entreprise.
- On retrouve cette tendance à se recentrer sur les fondamentaux de l'activité dans leur rapport à l'innovation. **En octobre, 30% des dirigeants interrogés déclarent qu'innover, pour leur entreprise, « c'est avant tout un mirage », un score parmi les plus hauts dans notre baromètre** - après un pic à 40% en juillet. Et le sentiment que c'est « une prise de risque » ne cesse de progresser depuis l'été, passant de 11% en juillet à 21% en octobre (il finira à 25% en décembre).

La reprise de l'épidémie à l'automne scelle le sort des espoirs de sauver 2020

La reprise de l'épidémie et le deuxième confinement décidé à la fin du mois d'octobre viennent porter un **coup d'arrêt à la dynamique relative** observée pendant la période estivale.

- **Ainsi l'année 2020 se termine-t-elle sur un indicateur d'optimisme à son deuxième plus bas niveau historique**, proche du triste record de mai (54, soit une chute de 30 points par rapport à septembre, plus élevé de seulement 5 points par rapport à la mesure en sortie de confinement au printemps).
- **Le pessimisme est encore plus fort chez les plus petites entreprises** (52 auprès des entreprises de 0 à 9 salariés, 66 chez celles de 10 salariés et plus), alors même qu'elles semblaient plus confiantes en septembre. La stratégie parfois décriée du *stop and go* a été particulièrement dévastatrice pour ces petites structures (où l'on retrouve notamment le secteur de l'hôtellerie-restauration).

⁹ A l'exception de l'usurpation d'identité, les dirigeants interrogés expriment davantage de craintes à l'égard de l'ensemble des risques de cybersécurité testés dans notre enquête en octobre, en comparaison de la précédente mesure de septembre 2019 (+5 pts pour « une mauvaise gestion des données personnelles », « la perte d'information suite à la négligence de collaborateurs », « l'atteinte à la e-réputation de l'entreprise » ; +4 pts pour « le vol de données présentes sur les serveurs », « le phishing », etc.).



Indicateur d'optimisme. Rouge : ensemble / Bleu clair : -10 salariés / Bleu foncé : 10 salariés et +

- En décembre, **seule une courte majorité des dirigeants se disent confiants pour leur entreprise** (55%), indicateur qui se trouve là aussi à son deuxième plus bas niveau historique.
- **La confiance dans l'économie mondiale ne se porte pas mieux** (20%, pire score après celui de mai 2020) de même que celle dans l'économie française, qui perd 18 points par rapport à juillet et septembre pour tomber à 17% ; même s'il ne s'agit pas là des pires niveaux de cet indicateur après des années 2015-2017 très moroses, il reste dans une fourchette particulièrement basse.
- **La poursuite de la crise, notamment en Europe et aux États-Unis, fait replonger les économies.** En France, le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité (catégorie A de Pôle emploi) augmente de près de 1% en novembre, pour atteindre un niveau supérieur de 10% à celui enregistré en février, avant le début de la récession¹⁰.

Dans ce contexte, **ceux qui pensaient encore sauver leur année 2020 au deuxième semestre voient leurs espoirs s'évanouir.**

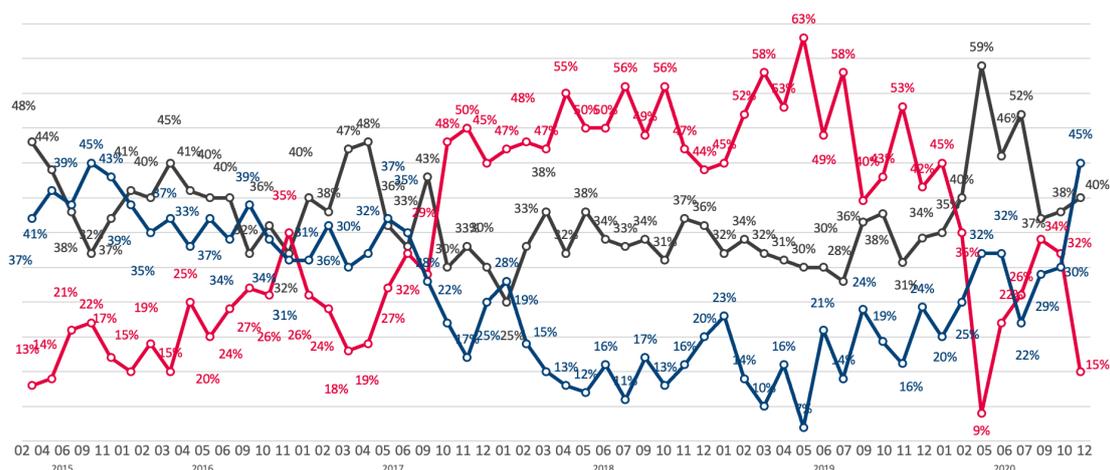
- Alors qu'au début de l'automne, à peine plus de la moitié des dirigeants (54% en octobre) estimaient que le niveau d'activité de leur entreprise était semblable (47%) voire meilleur (7%) que celui enregistré à la même époque en 2019, **la tendance s'inverse en décembre, avec 58% qui estiment que le niveau est moins bon** (33% semblable et 9% meilleur).
- Au terme de l'année, la situation s'avère surtout particulièrement difficile pour **les entreprises du secteur du commerce** (69% enregistrent un niveau d'activité moins bon que celui enregistré en décembre 2019), des services (58%) et les petites entreprises (59% des structures de moins de 10 salariés). Le secteur de la construction résiste mieux, et apparemment celui de l'industrie aussi, même si, dans le cas de ce dernier, la situation est très hétérogène (voir notre encadré).

¹⁰ DARES, Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi : statistiques mensuelles nationales, 28 décembre 2020, <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/statistiques-de-a-a-z/article/les-demandeurs-d-emploi-inscrits-a-pole-emploi-les-series-mensuelles-nationales>.

Malgré tout, des raisons d'espérer en cette fin d'année 2020

Pour autant, malgré ce tableau sombre, contrairement à ce que nous avons observé en mai, **l'optimisme domine**. Les progrès concrets concernant la recherche d'un **vaccin** et la **perspective d'une sortie de crise** qu'une telle nouvelle laisse présager, même à moyen terme, n'est sans doute pas étranger à l'état d'esprit des dirigeants d'entreprise en cette fin d'année 2020.

- Malgré une légère chute en octobre de 5 points, **l'indicateur de l'optimisme ne cesse de progresser** depuis la sortie du premier confinement : 41% se déclarent optimistes en décembre, contre 24% en mai, soit une hausse de 17 points. Il atteint même un niveau relativement élevé comparé aux scores observés pendant la période précédant la crise sanitaire (avec une moyenne autour de 35 entre janvier 2019 et février 2020).
- Autre signe qui montre que nous sommes dans une situation différente de mai : **l'opinion qui domine est que « ce sera mieux demain »** (45%, +23 pts par rapport à juillet), plutôt que « c'était mieux hier » (40%, -12 pts) même si les deux options sont au coude à coude.



Dans le contexte actuel vous êtes plutôt porté à dire... ?
 « C'était mieux hier » / « C'est très bien en ce moment » / « Ce sera mieux demain »

Malgré leurs difficultés, la grande majorité des dirigeants d'entreprise (77%) n'ont jamais envisagé d'abandonner, de céder ni de cesser leur activité.

- Moins d'un quart l'a envisagé (23%, 24% des entreprises de moins de 10 salariés, 7% des entreprises plus grandes), mais seules 4% ont entamé des démarches en ce sens.
- Si les commerçants (où l'on retrouve le secteur des cafés, hôtels et restaurants) sont les principales victimes du deuxième confinement, ils ne sont pas plus nombreux que les autres à envisager cette option (24%).
- Par ailleurs, sur l'année 2020, **les perspectives d'embauche** ont bien évidemment été impactées par la crise, mais elles **ne se sont pas non plus effondrées** (passant de 9% en janvier à 7% en décembre) ; pas plus que n'ont augmenté, d'ailleurs, les prévisions de réduction d'effectif (de 1% en janvier à 2% en décembre).

On l'a vu, et tout le monde le comprend aisément : **l'année 2020 n'est comparable à aucune autre**. A bien des égards, il est encore trop tôt pour évaluer quel impact la crise, qui n'est pas d'origine économique mais sanitaire, aura dans la durée, dans quelle mesure les entreprises vont pouvoir y faire face - et pour combien de temps ?

Après un choc lié à l'arrêt quasi-complet de toutes les activités économiques lors du premier confinement, **les dirigeants d'entreprise ont, avec le soutien de l'État, fait preuve de résilience**. Le rebond économique du milieu d'année a permis à la plupart de garder la tête hors de l'eau. Malheureusement, **le deuxième confinement a porté un coup d'arrêt à la reprise** qui s'annonçait, et aux espoirs de sauver l'année au second semestre.

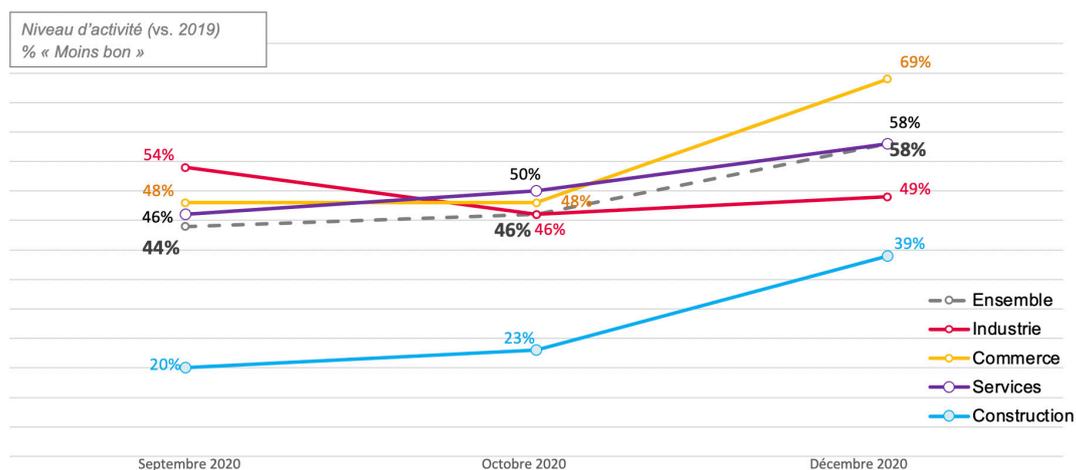
La politique sanitaire et l'arrivée du vaccin redonne néanmoins une perspective de sortie de crise, et les dirigeants se disent plutôt optimistes pour le long terme. Cependant, cela ne les empêche pas d'être inquiets et défiants à plus court terme. Le niveau de confiance se situe en cette fin d'année 2020 à l'un de ses plus bas niveaux historiques, que l'on n'avait pas atteint depuis la période précédant l'élection d'Emmanuel Macron, en mars 2017. Parallèlement, l'attentisme, l'inquiétude et l'angoisse progressent. **L'arrivée prochaine du vaccin et le retour des jours meilleurs qu'il présage ne suffiront probablement pas à calmer les inquiétudes** des dirigeants d'entreprise pour leur activité qui, après deux confinements successifs, n'ont peut-être **plus les réserves pour faire face à une troisième vague d'épidémie et de contraintes sanitaires lourdes**. Ainsi 2021 s'annonce-t-elle particulièrement ardue, dans un contexte où les dispositifs de soutien mis en place par le Gouvernement devraient progressivement se réduire. Pour beaucoup peut-être, le plus difficile reste à faire.

Une dégradation du niveau d'activité ressenti par tous les secteurs - mais pas forcément au même moment

En septembre, seule l'industrie était majoritaire à trouver le niveau d'activité moins bon que l'année dernière à la même période. Le secteur de la **construction** ne semblait alors pas vraiment affecté. **Le commerce et les services résistaient**, même si la situation était plus compliquée pour près d'une moitié d'entre eux.

A partir d'octobre et jusqu'en décembre, la situation se dégrade : en fin d'année, le niveau d'activité est jugé moins bon par plus des deux tiers des entreprises du secteur du commerce (69%, +21 pts par rapport à octobre), près de 6 entreprises sur 10 dans les services (58%, +8 pts) et près de 4 sur 10 dans le secteur de la construction (39%, +16 pts).

Le secteur de l'industrie semble avoir subi le choc plus tôt dans l'année, mais le bilan n'est pas forcément meilleur : en fin d'année, c'est dans le secteur de l'industrie que les dirigeants sont les plus nombreux à déclarer envisager d'abandonner, de céder ou cesser leur activité (33%, vs. 23% pour l'ensemble des entreprises interrogées).



Part des dirigeants jugeant le niveau d'activité de leur entreprise moins bon que celui enregistré à la même époque l'an dernier

Organisation du travail : y a-t-il vraiment un avant et un après l'épidémie de Covid-19 ?

L'échantillon d'entreprises que nous interrogeons est en grande partie constitué de TPE et PME, pour lesquelles **l'activité est, dans la majorité des cas (70%), non compatible avec le télétravail**, y compris dans le secteur des services (64%). Les différences sont très nettes en fonction de la taille - **plus l'entreprise est grande, plus le télétravail est une possibilité** : 25% des entreprises de moins de 10 salariés disent avoir une activité compatible avec le télétravail, contre 58% des entreprises de 10 salariés ou plus, dont 80% des entreprises de 50 salariés ou plus.

Au sein des entreprises dont l'activité est compatible avec le télétravail, un quart (24%) déclarait en juin dernier envisager de l'augmenter à l'avenir par rapport à ce qui était pratiqué avant le premier confinement, **69% prévoyaient de le maintenir à l'identique** - à savoir que, dans une majorité des cas, le télétravail n'était pas autorisé.

Finalement, pour **une grande majorité de structures (94%)**, la production de valeur au sein de l'entreprise est restée identique et **le travail organisé de la même manière qu'avant la crise**. C'est un peu moins vrai des entreprises plus grandes (80% n'ont rien changé, contre 15% qui ont vu l'activité de l'entreprise se déployer à travers le télétravail et la diversification vers du service, et 5% qui se sont (re)centralisées). Mais, au sein de l'écrasante majorité des entreprises interrogées, constituées de TPE / PME qui représentent environ la moitié de l'emploi salarié en France¹¹, le monde d'après devrait ressembler à s'y méprendre au monde d'avant en ce qui concerne l'organisation du travail.

Des entreprises transformées par la crise ? Surtout les plus grandes !

Pendant le premier confinement, **23% des chefs d'entreprise ont eu recours à la communication et au marketing digital pour commercialiser leur offre**. Pour la majorité d'entre eux, ce n'était **pas une nouveauté**, mais 9% ont cependant développé ces pratiques plus qu'avant le confinement et 2% y ont eu recours pour la première fois. 10% ont fait appel à la livraison à domicile (notamment dans le secteur du commerce : 29%), 8% au retrait de marchandises (idem : 25%) et 6% ont intégré une marketplace. **La majorité des entreprises qui a eu recours à ces usages a l'intention de continuer à les développer à l'avenir**. Cependant, on mesure bien que ces pratiques ne se sont toujours **pas complètement démocratisées** - et finalement, en décembre, **seulement 15 à 25% des dirigeants estimaient que leur entreprise serait durablement transformée** par la crise sanitaire, et c'est surtout le cas des plus grandes : 25% des entreprises dans leur ensemble connaîtront des changements durables sur les questions de commercialisation des produits et services (45% des entreprises de 10 salariés et plus), 20% concernant les critères de fléchage des investissements (39%), 18% sur le rôle de leur entreprise dans leur territoire (34%) et 15% sur les critères de sélection de leurs fournisseurs (27%).

¹¹ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2016091> (emploi salarié en équivalent temps plein).

Quelle stratégie pour survivre à la crise ? Des initiatives gouvernementales bienvenues mais à déployer encore davantage

A l'issue du premier confinement, en mai, plus des trois quarts des dirigeants interrogés estimaient que **l'exonération totale des charges sociales et fiscales sur plusieurs mois** leur permettrait d'accélérer le redémarrage de leur activité - une demande encore plus forte au sein des **petites entreprises** (78% des structures de moins de 10 salariés, vs. 60% des plus grandes). Logiquement, à partir de 10 salariés, la demande de **poursuivre le dispositif de chômage partiel** sur une partie des effectifs est importante (50%).

Faire baisser la pression fiscale et salariale est donc au cœur des préoccupations des dirigeants. Dans ce contexte, **le Plan de relance mérite encore d'être explicité et valorisé** : une majorité d'entre eux (52%) estime qu'il est de nature à redonner confiance aux acteurs stratégiques mais seulement 42% qu'il est parfaitement ciblé sur les secteurs stratégiques pour la relance de l'économie, 40% qu'il est suffisamment doté en moyens financiers et moins d'un tiers (31%) qu'il constitue un levier de redémarrage suffisant. Les entreprises du secteur de l'industrie, qui vont pourtant pouvoir bénéficier de la baisse des impôts de production - une demande de longue date des chefs d'entreprise - ne sont pas davantage convaincues par ce plan (voire le sont moins). **Le PGE n'est pas forcément toujours le bon outil pour les dirigeants que nous avons interrogés**: en octobre, près des trois quarts (73%) alors n'en n'avaient ni contracté un ni l'intention d'en contracter un, 10% n'y étant notamment pas éligibles. Finalement, seuls 13% étaient concernés par ce dispositif (23% dans le secteur du commerce et 29% dans les entreprises de 10 salariés ou plus).

Contacts

CCI France

Béatrice Genoux

b.genoux@ccifrance.fr

OpinionWay

Éléonore Quarré

equarre@opinion-way.com

Remerciements à

*“**opinionway**”*

et à nos partenaires média



www.grandeconsultation.fr

CCI France
8-10 rue Pierre Brossolette
CS 90166
92309 LEVALLOIS-PERRET CEDEX
www.cci.fr